

BDC n° 1077006 01 012 du 31.01.12

RAS

Fae n° 212 053 945 du 23.02.12

213-172

ONI n° 12-07

33P637/C154

T & R

CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE
SECURITE SOCIALE

247, avenue Jacques CARTIER

83090 TOULON cedex 9

À l'attention de Mme COLLIN Jeanne

Travaux d'aménagement
Bât Bleu 1^{er} étage

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE
AVANT DEMOLITION PARTIELLE
D'UN IMMEUBLE BÂTI

Code prestation : K 161- 3.

RAPPORT N°6242594-001-1

Lieu d'intervention :

BATIMENT BLEU

1^{er} étage

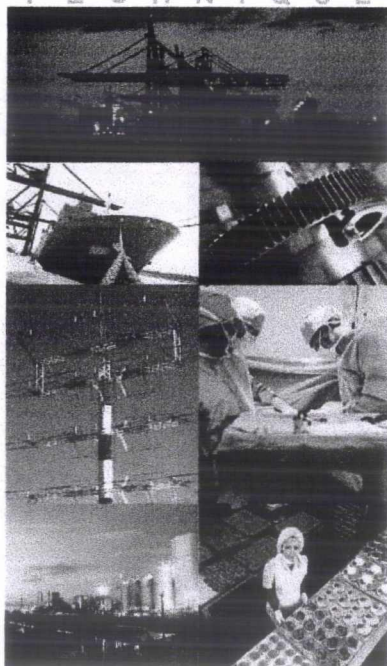
247, avenue Jacques CARTIER
83000 TOULON

Date d'intervention : 30/01/2012

N° D'AFFAIRE : 31056972.1

RAPPORT ETABLI LE : 31/01/2012.

DIAGNOSTIC
ASSISTANCE
TECHNIQUE



APAVE SUDEUROPE SAS

Société par Actions Simplifiée au Capital de 6 502 500 € - N° SIREN : 775 581 812 - Site Internet : www.apave.com

MARSEILLE

8 rue Jean-Jacques Vernazza
Z.A.C. Saumaty-Séon - BP 193
13322 MARSEILLE CEDEX 16
Tél. : 04 96 15 22 60 - Fax : 04 96 15 22 61

APAVE Sudeurope SAS

AGENCE DE TOULON

avenue de l'Université

83160 La Valette du Var

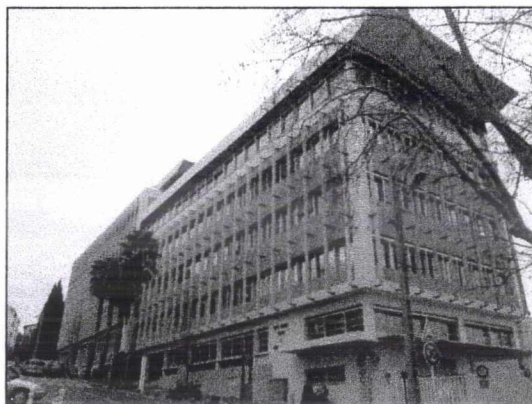
Immeuble Le Coudon

Tél. : 04.94.00.71.83

LA VALETTE le 30/01/2012

**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
AVANT DEMOLITION PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BÂTI**

« K 161 – 3 »



BATIMENT BLEU

1^{er} étage

247, avenue Jacques CARTIER
83000 TOULON

Adresse d'expédition : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale 247, avenue Jacques CARTIER
83090 TOULON cedex 9

A l'attention de : Mme COLLIN Jeanne

Intervenant :
M Benjamin ANGUILLE

Signature :

Accompagné par :
M PRADINES

Rendu compte à :
M PRADINES

Avertissement : Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité



SOMMAIRE

1. SYNTHÈSE DES RESULTATS

- 1.1. Obligations réglementaires
- 1.2. Préconisations

2. GENERALITES

- 2.1. Objectif de la prestation
- 2.2. Références
- 2.3. Compétence et assurance
- 2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation
- 2.5. Rapport(s) précédent(s)
- 2.6. Durée de validité du rapport

3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BÂTIS

- 3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis
- 3.2. Périmètre de la prestation
- 3.3. Locaux non visités
- 3.4. Investigations approfondies avec sondages destructifs non réalisées

4. RESULTATS

5. SCHEMA DE LOCALISATION

6. BULLETIN D'ANALYSE DES MATERIAUX

7. ALBUM PHOTOS

1. SYNTHÈSE DES RESULTATS

1.1. Obligations réglementaires

« Nous n'avons pas recensé de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante selon le programme de repérage défini dans l'annexe 1 de l'arrêté du 2 janvier 2002 et le tableau A1 de la norme NF X 46 020. »

- ☐ des prélèvements sur d'autres matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ont été effectués et n'ont pas révélé la présence d'amiante :

Localisation	Désignation du matériau ou produit	Conclusion
R+1 local A130	Chape sous 20x20 gris	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
R+1 local A130	Colle de plinthes 20x20 grises	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
R+1 local A130	Carton + plâtre +enduit de bande de cloisons	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
R+1 Bureau A132	Sol plastique 60x60 gris + colle + ragréage rose	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
R+1 local A130	Calorifuge + enveloppe alu dans plénum	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
R+1 Local A105	Flocage dans plénum	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
R+1 Local A105	Joint de dilatation	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
R+1 « Open space »	Carré de moquette + ragréage	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
R+1 « Open space » 2	Sol plastique 60x60 vert + colle + ragréage rose	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
R+1 Bureau	Carton + plâtre de cloisons ech 2	Pas d'amiante observé dans l'échantillon
R+1 Bureau	Carton + plâtre de cloisons ech 3	Pas d'amiante observé dans l'échantillon

1.2. Préconisations

Le site étant en cours d'exploitation, il n'a pas été effectué de mouvements de mobiliers ni sondage destructif important. Nous vous préconisons une visite complémentaire lorsque les locaux seront vides d'occupant avant le démarrage des travaux.

L'adéquation entre le périmètre de repérage associé à cette prestation et le champ d'intervention effectif des destinataires du présent document pouvant présenter des évolutions en fonction des besoins du donneur d'ordre, toute découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante non identifiés notamment pour des raisons de modifications du périmètre ou d'hétérogénéités non précisées par le donneur d'ordre, doit faire l'objet d'une suspension immédiate des travaux et d'une investigation complémentaire appropriée dans les meilleurs délais.

Il ne relève pas de notre champ d'intervention la qualification future éventuelle du chantier ni la réalisation d'une étude de faisabilité et/ou d'un Avant Projet Sommaire qui permettrait de définir les surfaces et métrages nécessaires à l'élaboration du plan de retrait et/ou de confinement.

Le présent document constitue un élément important du dossier technique amiante qui doit être mis à jour et consulté par les entreprises extérieures pour établir leur plan de prévention.



2. GENERALITES

2.1. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante dont le propriétaire doit disposer avant démolition partielle de son immeuble.

2.2. Références

Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,
Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L1334-13 du code de la santé publique),
Décret n° 2010 – 1200 du 11 Octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation,
Article R 1334-27 du code de la santé publique,
Arrêté du 2 Janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition,
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification,
Tableau A1 de la Norme NF X 46 020 de Décembre 2008.

2.3. Compétence et assurance

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

Nom de l'organisme : BVC

Adresse de l'organisme : 41, chemin des Peupliers 69573 DARDILLY cedex

Période de validité : du 17 octobre 2007 au 17 octobre 2012.

Sous la référence : n° 1758397

N° de police et Compagnie d'assurance : AXA

N° SIRET :

Nom et Adresse du laboratoire : EUROFINs LEM avenue de Kochersberg 67700 SAVERNE

2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation

Le présent document concerne des matériaux ou produits conformément au code de la santé publique et au tableau A1 de la norme NF X 46 020.

2.5. Rapport(s) précédent(s)

Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

NOM DU RAPPORT	ORGANISME EMETTEUR	DATE
Aucun rapport fourni		

Lors de notre visite, il nous a été remis les bulletins de caractérisation des matériaux et produits suivants : Aucun rapport fourni

2.6. Durée de validité du rapport

Le pré-rapport est un document provisoire sans durée de validité. Il doit systématiquement être annulé et remplacé par un rapport prenant en compte les résultats des investigations approfondies.



3. DESCRIPTION DU OU DES IMMEUBLES BÂTIS

3.1. Propriétaire du ou des immeubles bâtis

Nom ou raison sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
Adresse : 247, avenue Jacques CARTIER
Code Postal : 83090
Ville : TOULON cedex 9

3.2. Périmètre de la prestation

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les composants et les locaux ou les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.

L'objet du présent rapport concerne les immeubles bâtis décrits dans le tableau suivant :

IMMEUBLE(S) BÂTI(S)	NIVEAU (X)	LOCAUX
Bureaux	1	Bureaux.

Le donneur d'ordre nous a communiqué les documents et informations suivants :

- La liste des immeubles bâtis concernés : oui
- Le périmètre de repérage : oui
- Les plans des immeubles de l'état existant et de l'état futur : oui
- La date de délivrance du permis de construire ou années de construction et de réhabilitation : oui
- Les destinations des locaux actuelles et futures des locaux : oui
- Le programme détaillé des travaux : oui (oralement sur site par M PRADINE)

La description des travaux à l'origine de ce repérage, a été définie par :

- ☐ le document rédigé par « . » le : « . »
- ☒ l'accompagnateur nommé en page de garde du rapport



**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BÂTI**

Aff. n°31056972.1
Rap. n°6242594-001-1:
Date : 30/01/2012
Page : 6/11

La nature et la localisation des travaux antérieurs de rénovation ou de réaménagement :

☒ : Absence de travaux antérieurs signalés par l'accompagnateur représentant désigné par l'exploitant et/ou le maître d'ouvrage et/ou le donneur d'ordre

☐ : Présence de travaux antérieurs signalés avant ou pendant la visite

Zone ayant fait l'objet de travaux	Nature des travaux	date

Ces informations sont nécessaires pour la définition des zones homogènes car elles correspondent à la base de nos investigations.

Sur la base des zones de travaux et modifications précitées susceptibles d'induire des anisotropies, le diagnostic est effectué sur la base d'unités de diagnostic (MCA potentiel) homogènes. Les résultats d'analyses des prélèvements effectués sont alors, par hypothèse, généralisés sur l'ensemble de l'unité de diagnostic ainsi définie.

En cas d'omissions ou d'imprécisions dans les informations fournies à l'opérateur, des investigations complémentaires pourraient s'avérer nécessaires ultérieurement.

Le périmètre des travaux de démolition est le suivant :

- Démolition de cloisons désignées sur site par l'accompagnant.
- Création de 2 cloisons mobiles.
- Reprise ponctuelle des sols souple sans destruction de l'existant.
- Remplacement des moquettes.

Les interventions principales concernent les parties d'ouvrage suivantes : Revêtements apparents des locaux concernés.

Toute modification du périmètre de repérage impose la réalisation d'investigations complémentaires.

3.3. Locaux non visités

Les locaux qui n'ont pas pu être visités sont récapitulés avec les motifs dans le tableau ci-dessous :

LOCALISATION	LOCAUX	MOTIFS
Tous les locaux ont été visités		

3.4. Investigations approfondies avec sondages destructifs non réalisées

Le site étant en cours d'exploitation, il n'a pas été effectué de sondages destructifs importants ni de mouvement de mobilier.

4 RESULTATS

Légende :
Vxx - Résultat après Examen Visuel sur décision de l'opérateur
Exx - Résultat après Analyse
NON - Absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante
OUI - Présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Avant investigations approfondies avec sondages destructifs, le résultat de l'analyse des échantillons prélevés ou reconnaissance visuelle fait apparaître la présence d'amiante uniquement dans les locaux ou zones homogènes précisés dans le tableau ci-dessous :

- ☐ **des prélèvements sur d'autres matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ont été effectués et n'ont pas révélé la présence d'amiante :**

<u>Localisation</u>	<u>Désignation du matériau ou produit</u>	<u>Conclusion</u>
R+1 local A130	Chape sous 20x20 gris	Pas d'amiante dans l'échantillon
R+1 local A130	Colle de plinthes 20x20 grises	Pas d'amiante dans l'échantillon
R+1 local A130	Carton + plâtre +enduit de bande de cloisons	Pas d'amiante dans l'échantillon
R+1 Bureau A132	Sol plastique 60x60 gris + colle + ragréage rose	Pas d'amiante dans l'échantillon
R+1 local A130	Calorifuge + enveloppe alu dans plénum	Pas d'amiante dans l'échantillon
R+1 Local A105	Flocage dans plénum	Pas d'amiante dans l'échantillon
R+1 Local A105	Joint de dilatation	Pas d'amiante dans l'échantillon
R+1 « Open space »	Carré de moquette + ragréage	Pas d'amiante dans l'échantillon
R+1 « Open space » 2	Sol plastique 60x60 vert + colle + ragréage rose	Pas d'amiante dans l'échantillon
R+1 Bureau	Carton + plâtre de cloisons ech 2	Pas d'amiante dans l'échantillon
R+1 Bureau	Carton + plâtre de cloisons ech 3	Pas d'amiante dans l'échantillon



5 SCHEMA DE LOCALISATION



**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT DEMOLITION
PARTIELLE D'UN IMMEUBLE BÂTI**

Aff. n°31056972.1
Rap. n°6242594-001-1:
Date : 30/01/2012
Page : 9/11

6 BULLETIN D'ANALYSE DES MATERIAUX

APAVE SUDEUROPE SAS
Mr ANGUILE
Avenue de l'Université
Immeuble Le Coudon
83160 LA VALETTE DU VAR
FRANCE

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Version du : 10/02/2012 20:52

Page 1 sur 3

N° dossier LEM : 12S005053

Date de réception du dossier

02/02/2012

Référence dossier : CNMSS Bât Bleu 1er étage - Toulon 83

N° éch. LEM	Référence client	Technique utilisée	Description visuelle de la phase	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
-001	P1 - Chape sous 20x20 gris - R+1 local A130	MET *	colle ragréage carrelage Joint	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-002	P2 - Colle de plinthes 20x20 grises - R+1 local A130	MOLP *	Carton	2	-	Pas de fibre d'amiante
-002	P2 - Colle de plinthes 20x20 grises - R+1 local A130	MET *	colle ragréage carrelage	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-002	P2 - Colle de plinthes 20x20 grises - R+1 local A130	MET *	Plâtre	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-003	P3 - Carton + plâtre +enduit de bande de cloisons - R+1 local A130	MOLP *	Carton Papier	2	-	Pas de fibre d'amiante
-003	P3 - Carton + plâtre +enduit de bande de cloisons - R+1 local A130	MET *	Plâtre	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-003	P3 - Carton + plâtre +enduit de bande de cloisons - R+1 local A130	MET *	Enduit Peinture	1	Traitement au chloroforme	Pas de fibre d'amiante
-004	P4 - Sol plastique 60x60 gris + colle + ragréage rose - R+1 Bureau A132	MOLP *	Colle jaune	2	-	Pas de fibre d'amiante
-004	P4 - Sol plastique 60x60 gris + colle + ragréage rose - R+1 Bureau A132	MET *	Plaque souple	1	Traitement au tétrahydrofurane	Pas de fibre d'amiante
-004	P4 - Sol plastique 60x60 gris + colle + ragréage rose - R+1 Bureau A132	MET *	Ragréage	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par *.

Eurofins LEM - Site de Saverne

20 rue du Kochersberg - BP 50047 - 67701 Saverne Cedex

Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - e-mail : Batiment@eurofins.com - site web : www.eurofins.fr/env

SAS au capital de 1 530 320 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 489 017 897 - Siret 489 017 897 00013

ACCREDITATION
N° 1-1751
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

cofrac

ESSAIS



Hygiène du Bâtiment

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Version du : 10/02/2012 20:52

Page 2 sur 3

Référence dossier : CNMSS Bât Bleu 1er étage - Toulon 83

N° éch. LEM	Référence client	Technique utilisée	Description visuelle de la phase	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
-005	P5 - Calorifuge + enveloppe alu dans plénum - R+1 local A130	MOLP *	Laine de verre hétérogène Papier Aluminium	2	-	Pas de fibre d'amiante
-006	P6 - Flocage dans plénum - R+1 Local A105	MOLP *	Matériau non compact	2	-	Pas de fibre d'amiante
-007	P7 - Joint de dilatation - R+1 Local A105	MOLP *	Laine de verre hétérogène	2	-	Pas de fibre d'amiante
-007	P7 - Joint de dilatation - R+1 Local A105	MET *	Plâtre	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-008	P8 - Carré de moquette + ragréage - R+1 « Open space »	MOLP *	Moquette	2	-	Pas de fibre d'amiante
-008	P8 - Carré de moquette + ragréage - R+1 « Open space »	MET *	Matériau bitumineux	1	Traitement au chloroforme	Pas de fibre d'amiante
-008	P8 - Carré de moquette + ragréage - R+1 « Open space »	MET *	Ragréage	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-009	P9 - Sol plastique 60x60 vert + colle + ragréage rose - R+1 « Open space » 2	MOLP *	Colle jaune	2	-	Pas de fibre d'amiante
-009	P9 - Sol plastique 60x60 vert + colle + ragréage rose - R+1 « Open space » 2	MOLP *	Ragréage	-	quantité insuffisante	Quantité insuffisante pour effectuer l'analyse
-009	P9 - Sol plastique 60x60 vert + colle + ragréage rose - R+1 « Open space » 2	MET *	Plaque souple	1	Traitement au tétrahydrofurane	Pas de fibre d'amiante
-010	PI0 - Carton + plâtre de cloisons ech 2 - R+1 Bureau	MOLP *	Carton	2	-	Pas de fibre d'amiante
-010	PI0 - Carton + plâtre de cloisons ech 2 - R+1 Bureau	MET *	Plâtre	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante
-010	PI0 - Carton + plâtre de cloisons ech 2 - R+1 Bureau	MET *	Enduit Peinture	1	Traitement au chloroforme	Pas de fibre d'amiante

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par *.

Eurofins LEM - Site de Saverne
20 rue du Kochersberg - BP 50047 - 67701 Saverne Cedex
Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - e-mail : Batiment@eurofins.com - site web : www.eurofins.fr/evn
SAS au capital de 1 530 320 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 489 017 897 - Siret 489 017 897 00013

ACCREDITATION
N° 1-1751
Portée disponible sur
www.cofrac.fr





Hygiène du Bâtiment

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Version du : 10/02/2012 20:52

Page 3 sur 3

Référence dossier : CNMSS Bât Bleu 1er étage - Toulon 83

N° éch. LEM	Référence client	Technique utilisée	Description visuelle de la phase	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
-011	P11 - Carton + plâtre de cloisons ech 3 - R+1 Bureau	MOLP *	Laine de verre hétérogène Carton	2	-	Pas de fibre d'amiante
-011	P11 - Carton + plâtre de cloisons ech 3 - R+1 Bureau	MET *	Plâtre	1	Traitement acide	Pas de fibre d'amiante

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) réalisée selon la norme HSG 248 (MDHS 77)

Microscopie Electronique à Transmission (MET) réalisée selon les parties pertinentes de la norme NFX 43-050

Fabrice PENTECOTE
Technicien en charge des analyses

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par *.

Eurofins LEM - Site de Saverne

20 rue du Kochersberg - BP 50047 - 67701 Saverne Cedex

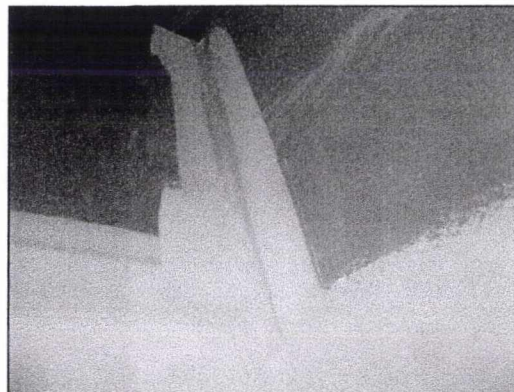
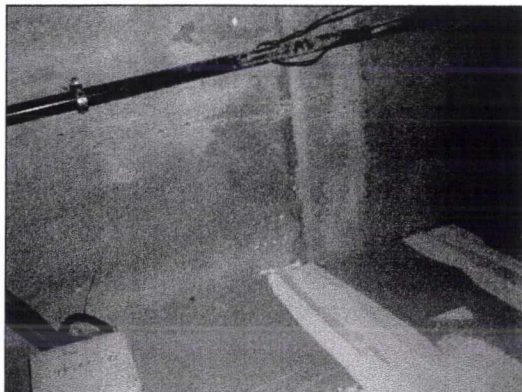
Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - e-mail : Batiment@eurofins.com - site web : www.eurofins.fr/env

SAS au capital de 1 530 320 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 489 017 897 - Siret 489 017 897 00013

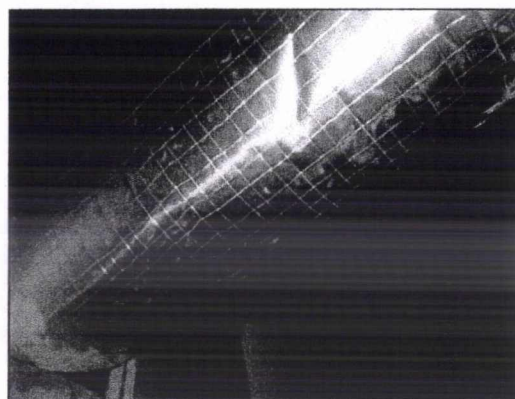
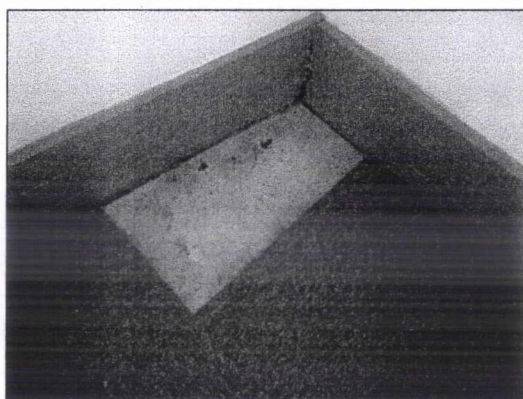
ACCREDITATION
N° 1-1751
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



7 ALBUM PHOTOS



Visuels sur cloisons type objets des travaux.

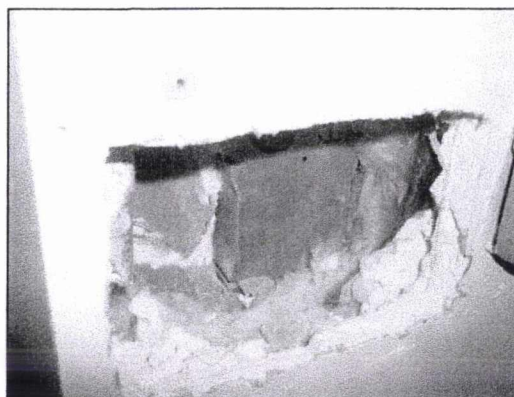
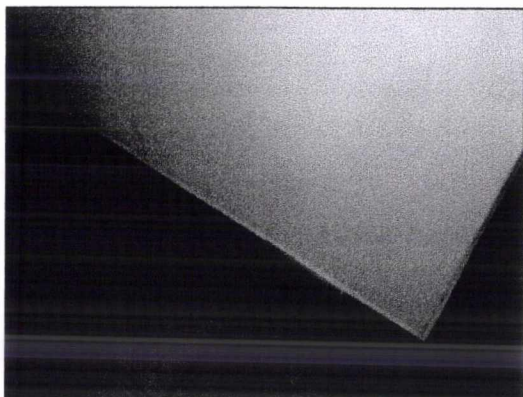


Visuels sur matériaux prélevés : Pas d'amiante observé dans les échantillons.



Visuels sur matériaux prélevés : Pas d'amiante observé dans les échantillons.

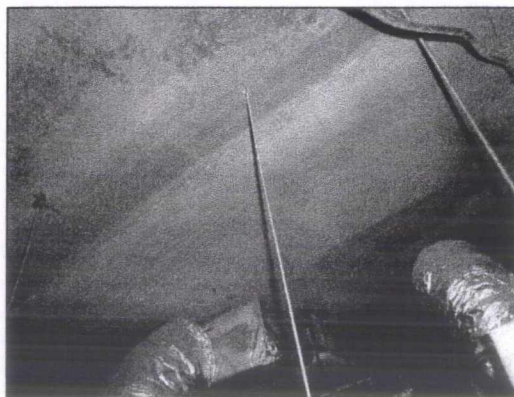
7 ALBUM PHOTOS



Visuels sur matériaux prélevés : Pas d'amiante observé.
Cloison avec isolant en sandwich.



Visuels sur matériaux prélevés : Pas d'amiante observé



Visuels sur dalle haute en béton non revêtue.

APAVE Sudeurope SAS Agence de TOULON Immeuble le Coudon 245, avenue de l'université 83160 LA VALETTE DU VAR Tél. : 04 94.00.71.83.	CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SECURITE SOCIALE 247, avenue Jacques CARTIER 83090 TOULON CEDEX 9
Affaire suivie par : M Benjamin ANGUILLE Contrat/Mission n : 31056972.3	Toulon, le 31/01/2012

RAPPORT DE CONTROLE N° 6242612-001-1

Mission de recherche de matériau contenant du Plomb



Lieu d'intervention : **BATIMENT BLEU - 1^{ER} ETAGE**
247, avenue Jacques CARTIER
83000 TOULON

Commande n : 31056972.3

Nombre d'échantillons 0-44 mesures effectuées.

Date(s) d'essai : 30/01/2012

Affaire suivie par M Benjamin ANGUILLE

Date du rapport : 10/11/2011

Diffusion : 1 exemplaire à l'attention de : Mme Jeanne COLLIN

Intervenant Apave Sudeurope SAS : M. Benjamin ANGUILLE titulaire de la certification BVC n°1758397
Benjamin ANGUILLE **Chef d'agence**

Nombre total de pages : 13

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

APAVE SUDEUROPE SAS

Société par Actions Simplifiée au Capital de 6 502 500 € - N° SIREN : 775 581 812 - Site Internet : www.apave.com

MARSEILLE

8 rue Jean-Jacques Vernazza
Z.A.C. Saumaty-Séon - BP 193
13322 MARSEILLE CEDEX 16
Tél. : 04 96 15 22 60 - Fax : 04 96 15 22 61

SOMMAIRE

1. OBJECTIF DE LA PRESTATION
2. REFERENTIEL
3. SYNTHESE DES RESULTATS

ANNEXES

- ANNEXE 1 FICHE DE RENSEIGNEMENTS PRELABLES
- ANNEXE 2 LISTE DES POINTS DE MESURE DE PLOMB DANS LES PRELEVEMENTS
- ANNEXE 3 SCHEMA(S) DE REPERAGE
- ANNEXE 4 DOCUMENTATION
- ANNEXE 5 NOTICE D'UTILISATION GENERALE SUR LES RISQUES LIES A LA PRESENCE DE REVETEMENTS CONTENANT DU PLOMB

1. OBJECTIF DE LA PRESTATION

Etablir une recherche des matériaux contenant du plomb susceptibles de générer une contamination en plomb métallique et ses composés présent dans l'atmosphère dans le cadre des travaux programmés.

Ce repérage est un élément d'information pour la réalisation d'une évaluation des risques et ne se substitue pas à cette dernière.

Nota : De par l'usage du site et le champ des travaux, le repérage ne rentre pas dans le champ du Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) préalable :

- à la vente de tout ou partie d'immeuble à usage d'habitation, construit avant le 1^{er} janvier 1949 (article L1334-6 du Code de la santé publique)
- aux travaux portant sur les parties à usage commun d'un immeuble collectif affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1^{er} janvier 1949, et de nature à provoquer une altération substantielle des revêtements (article L1334-8 du Code de la santé publique)
- à tout nouveau contrat de location d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1^{er} janvier 1949

Par ailleurs la liste des matériaux concernés comprend les faïences potentiellement concernées par les travaux.

Le rapport présenté ne peut constituer un CREP en application des dispositions réglementaires précitées.

Le rapport ne concerne que les zones concernées par les futurs travaux. Ces zones sont sous la responsabilité du donneur d'ordres ou de son représentant.

Ce constat a été réalisé à la demande de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale représentée par Mme Jeanne COLLIN.

La visite s'est effectuée en compagnie de M PRADINES, qui nous a montré les locaux et les zones concernés par les futurs travaux

Il concerne les locaux suivant : Plateforme de bureaux au 1^{er} étage du bâtiment bleu, située au 247, avenue Jacques CARTIER 83000 TOULON (des informations plus détaillées figurent en annexe n°1).

Les mesures ont été effectuées à l'aide d'un appareil portable de détection par fluorescence X (PROTEC LPA1 2150 XRF) contenant un radionucléide (Cobalt 57) qui a été chargé le 18 Mai 2009 avec une activité de 444 MBq au chargement)

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant d'Apave Sudeurope a examiné uniquement les locaux et les volumes normalement accessibles dont il a eu connaissance, soit par les plans, soit par la personne accompagnatrice, et auxquels il a pu accéder dans des conditions normales de sécurité.

Les volumes examinés et non examinés figurent dans la suite de ce rapport.

1. REFERENTIEL

Cette prestation a été conduite en référence au :

- *Décret 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail.*

A défaut d'arrêté définissant les modalités d'investigation, les dispositions techniques définies par les arrêtés du 25 avril 2006 relatifs au constat de risque d'exposition au plomb et du diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures seront appliquées.

Références du contrat d'assurance du Apave Sudeurope SAS : AXA Assurances – GRAS SAVOYE MEDITERRANEE SICOMA n° 2776423204.

Nota : pour mémoire le Décret 2006-133 du 9 février 2006 fixe des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes à certains agents chimiques dans l'atmosphère des lieux de travail. La Valeur Moyenne d'Exposition au plomb est fixée à 0,1 mg/m³ la VME.

Les arrêtés du 25 avril 2006 relatifs au diagnostic du risque d'application par le plomb dans les peintures et diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures des art L1334-1 à 12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique définissent qu'un revêtement contient du plomb si :

- *En absence d'analyse chimique, la concentration en plomb total mesuré à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X est supérieur ou égal à 1 milligramme par centimètre carré.*
- *Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence x, la concentration massique en plomb acido-soluble mesurée en laboratoire est supérieure ou égale à 1,5 milligrammes par gramme*

2. SYNTHESE DES RESULTATS

La liste des Unités de Diagnostic (UD) contrôlées ainsi que le détail des résultats figurent en annexe n° 2.

Les parties suivantes n'ont pas été visitées :

LOCAUX NON VISITES	MOTIF DE L'ABSENCE DE VISITE
Tous les locaux concernés par les futurs travaux ont été visités	

Le diagnostic est considéré comme positif lorsque la concentration surfacique est supérieure ou égale à 1 mg/cm².

CONCLUSIONS

Nous n'avons pas recensé de peintures contenant du plomb dans les locaux concernés par les travaux.

Nous n'avons pas mesuré des concentrations surfaciques en plomb dans les faïences qui dépassent 1 mg/cm² dans les locaux concernés par les travaux

Nous n'avons pas détecté d'autres matériaux contenant du Plomb dans les locaux concernés par les travaux

*Rqe : Aucune démolition n'a été effectuée. Les recherches sont visuelles ou à l'aide du LPA-1.

ANNEXE 1

FICHE DE RENSEIGNEMENTS PREALABLES

BATIMENT A EXAMINER	
➤ Désignation	Bureaux 1 ^{er} étage
➤ Adresse	247, avenue Jacques CARTIER
➤ Propriétaire	Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
➤ Utilisateur	Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
➤ Date de la construction	Rénovation des années 90.
USAGE	
➤ Nombre d'étages	0
➤ Nombre de sous-sols	0
➤ Surface approximative	500 m ²
➤ Type de construction (béton armé, métal, bois, ...)	Béton + plaques de plâtre.
➤ Occupé lors de la visite	oui
➤ Meublé lors de la visite	oui
DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX QUI ONT DECLENCHE CE REPERAGE	
➤ Mesures réalisées avant :	Démolition partielle : oui
➤ Si présence d'enfants mineurs :	NON
	Si oui :Présence d'enfants de moins de 6 ans : Sans objet
ACCOMPAGNATEUR POUR LA VISITE	
➤ Nom	M PRADINES
➤ Société	Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
➤ Téléphone	Non communiqué

ANNEXE 2**LISTE DES POINTS DE MESURE DE PLOMB DANS LES PRELEVEMENTS**

Aucun matériau contenant du plomb.

ANNEXE 3

SCHEMAS DE REPERAGE

Localisation des zones où la teneur en plomb dépasse la valeur de 1 mg/cm²

Sans objet

ANNEXE 4

NOTICE D'INFORMATION GENERALE SUR LES
RISQUES LIES A LA PRESENCE DE REVETEMENTS
CONTENANT DU PLOMB

ANNEXE 4

NOTICE D'INFORMATION GENERALE SUR LES
RISQUES LIES A LA PRESENCE DE REVETEMENTS
CONTENANT DU PLOMB

Cette notice d'information a été établie conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du 25 avril 2006 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb. Elle vient en complément à un diagnostic du risque d'exposition au le Plomb des peintures, objet du présent rapport.

S'il existe au moins une unité de diagnostic de classes 1 et 2 il est rappelé au propriétaire l'intérêt de veiller à l'entretien des revêtements les recouvrant, afin d'éviter leur dégradation future.

S'il existe au moins une unité de diagnostic de classe 3, il est rappelé au propriétaire, en application de l'article L1334-9 rappelé ci-après:

1. l'obligation d'effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb et
2. l'obligation de communiquer le constat aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou partie d'immeuble. Cette communication consiste à transmettre une copie complète du constat, annexes comprises.

Article L1334-9 : Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale

Le présent constat doit être tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés aux articles L 1421-1 du Code de la Santé Publique, ainsi que, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et aux agents des services prévention des organismes de sécurité sociale.

NOTICE D'INFORMATION

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusqu'en 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles.

En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- lutez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.